

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Objet du contrat :

Fourniture de titres restaurants dématérialisés et prestations associées

Pouvoir adjudicateur :

Agence nationale de l'habitat (Anah)

Catégorie :

Marché public de prestations de services

Mode de passation :

**Appel d'offres ouvert passé en application
des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2.1°, R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique**

Forme du contrat :

Accord-cadre à bons de commande

SOMMAIRE

2	OBJET	4
3	CONDITIONS D'ATTRIBUTIONS	5
4	CARACTERISTIQUES DU TITRE DE PAIEMENT DEMATERIALISE	5
5	SPECIFICITES TECHNIQUES DU TITRE DE PAIEMENT DEMATERIALISE.....	5
6	VALEUR FACIALE.....	5
7	PERIODE D'UTILISATION DES TITRES RESTAURANTS.....	5
8	COMMUNICATION AUPRES DES AGENTS.....	6
9	LIVRAISON DES TITRES DE PAIEMENT DEMATERIALISES	6
10	REMPLACEMENT DES TITRES DE PAIEMENT DEMATERIALISES.....	6
11	PLATFORME D'ACCES INTERNET	6
12	ASSISTANCE ET CLUB AVANTAGES.....	7
13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	8
13.1	LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION	8
13.2	ALLOTISSEMENT	8
13.3	MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ	8
13.4	DUREE.....	8
14	PIÈCES CONTRACTUELLES	8
15	DEMARRAGE DES PRESTATIONS.....	9
16	INTERLOCUTEURS	9
16.1	REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE	9
16.2	REPRESENTANTS DU TITULAIRE	9
17	CLAUSE SOCIALE	10
18	ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE	11
19	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	12
20	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
20.1	CONFIDENTIALITE.....	12
20.2	OBLIGATION DE RESULTATS.....	12
20.3	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
20.4	RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE	13
21	SOUS-TRAITANCE	13
22	RÉGIME FINANCIER.....	13
22.1	FORME DES PRIX.....	13
22.2	AVANCE.....	14
23	GESTION DES COMMANDES	14
24	CONTROLE DES PRESTATIONS	15
24.1	OPERATIONS DE VERIFICATION.....	15
24.2	DOCUMENTATION POUR VERIFICATION	15
24.3	REFACTION.....	15
25	MODALITES DE RÈGLEMENT	16

25.1	SERVICE FAIT	16
25.2	ACCOMPTES ET REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	16
25.3	CONTENU ET FORME DES FACTURES	16
25.4	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	17
25.5	RETARD ADMINISTRATIF DU PAIEMENT DES FACTURES	17
25.6	MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANTE	18
26	MODALITES DE REMBOURSEMENT DES TITRES-RESTAURANT ET AUTRES PRESTATIONS.....	18
26.1	PRINCIPES GENERAUX RELATIFS AUX MODALITES DE REMBOURSEMENT	18
26.2	MODALITES PRATIQUES DE REMBOURSEMENT ET EXIGENCES DE TRAÇABILITE	19
27	PÉNALITÉS	19
27.1	GENERALITES	19
27.2	PENALITES POUR RETARD.....	20
27.3	PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION	20
27.4	PENALITES POUR ABSENCE DE CONFORMITE A LA REGLEMENTATION RGPD	21
27.5	PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE	21
27.6	PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	21
27.7	PENALITES POUR NON-RESPECT DES MODALITES DE REMBOURSEMENT	21
28	ASSURANCE	21
29	RÉSILIATION DU CONTRAT.....	21
29.1	RESILIATION SANS FAUTE.....	21
29.2	RESILIATION POUR FAUTE.....	21
30	DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE.....	22
31	CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES-TRANSFERT DE CONTRAT-MODIFICATIONS DU FONCTIONNEMENT	22
31.1	CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	22
31.2	TRANSFERT DE CONTRAT	22
31.3	MODIFICATIONS DU FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE	22
32	DÉROGATIONS.....	22

EXPRESSION TECHNIQUE DU BESOIN

1 PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Historique, activité et missions

- **Présentation**

L'Anah est un établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière localisé à Paris. Elle est placée sous la tutelle des ministères en charge de la cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, de l'Action et des Comptes publics et du ministère de l'Économie et des Finances.

Créée en 1971, elle a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale de développement et d'amélioration du parc de logements privés existants, sur l'ensemble du territoire national.

Autour de la Direction Générale, la nouvelle organisation de l'agence est structurée de la façon suivante :

- 9 Directions : Affaires financières et comptables, Ressources Humaines, Communication, Systèmes d'information et de l'innovation digitale, Affaires juridiques, Expertise et politiques publiques, Stratégies et relations territoriales, distribution des aides et Maîtrise des risques.
- 1 secrétariat général en charge du pilotage stratégique.

Le siège situé au 8 avenue de l'Opéra - 75001 Paris compte environ 300 agents en équivalent temps plein travaillé (ETPT).

L'Anah pilote depuis janvier 2022 le service public de la rénovation de l'habitat France Rénov' (FR) porté par l'État avec les collectivités locales. Ce service public regroupe à la fois le réseau des conseillers France Rénov' (FR) et les services déconcentrés de l'État et des collectivités délégataires. Ce réseau provient notamment de la réunion entre un réseau Anah d'une part et ADEME d'autre part.

En matière de rénovation énergétique, les interventions de l'Anah se sont renforcées, comme demandé par le gouvernement, notamment suite à la transformation à partir de 2020 du Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) en une aide versée par l'Anah, MaPrimeRénov'. Cette massification a profondément changé les outils de l'Anah et également élargi ses interlocuteurs dont les structures privées.

Créée en 1971 pour répondre à l'inconfort et à la dégradation du parc immobilier existant, l'Anah joue initialement un rôle social important, dont la résorption de l'habitat dégradé et insalubre mais également les aides à l'adaptation et maintien à domicile (vieillesse, perte d'autonomie...). D'autres dispositifs que MaPrimeRénov' existent donc, tel que : MaPrimeAdapt' ; Ma Prime Logement Décent ; MaPrimeRénov' Copropriété Dégradée...

Les missions de l'Anah sont relayées à différentes échelles pour apporter des réponses concrètes à chaque territoire. Localement au niveau des services déconcentrés de l'État ou directement par les collectivités territoriales. Le réseau des Espaces Conseil France Rénov', les partenaires et les professionnels contribuent également à la mission de service public de l'habitat pour tous, en France et dans les territoires d'Outre-mer.

2 OBJET

Le présent contrat a pour objet la fourniture de titres restaurants dématérialisés et prestations associées.

3 CONDITIONS D'ATTRIBUTIONS

Il est délivré un titre restaurants à tout employé travaillant en journée complète avec une pause méridienne.

Cette règle peut cependant être modifiée en cours de marché sur demande de la Direction des ressources humaines de l'Anah sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant.

4 CARACTERISTIQUES DU TITRE DE PAIEMENT DEMATERIALISE

Le support dématérialisé doit avoir les dimensions d'une carte bancaire et les mesures de sécurité associées (code unique et personnel, carte à puce, bande magnétique).

Les mentions suivantes doivent figurer sur la carte :

- Un numéro unique à 16 chiffres ;
- La date de fin de validité de la carte ;
- Le nom du titulaire de la carte ;
- Le nom et/ou le logo de l'Anah.

Les titres peuvent être utilisés dans la limite de la somme journalière autorisée et du solde.

5 SPECIFICITES TECHNIQUES DU TITRE DE PAIEMENT DEMATERIALISE

La carte de titres restaurant doit avoir une durée de validité minimale de quatre ans (4 ans).

Lors d'un renouvellement de la carte, les titres-restaurants présents sur la carte périmée doivent être transférés sur la nouvelle carte émise.

La nouvelle carte est envoyée au domicile de l'agent au moins un (1) mois avant la fin de la validité de la carte en cours (et dans les conditions de livraison de la carte initiale prévues à l'article 9 du présent document infra).

6 VALEUR FACIALE

La valeur faciale des titres restaurant est de 10,00€ (dix euros) à la date d'effet du présent marché.

Cette valeur pourra être modifiée par l'Anah en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant.

7 PERIODE D'UTILISATION DES TITRES RESTAURANTS

Les titres sont valables pour l'année civile de leur émission et conformément à la réglementation en vigueur.

Ils ne sont utilisables que les jours travaillés de la semaine à l'exclusion des dimanches et jours fériés sauf dispositions réglementaires contraires.

Les agents travaillant cependant les dimanches et jours fériés peuvent utiliser leurs titres ces jours-là.

Le titulaire procède à la prolongation automatique des droits de l'agent d'une période sur l'autre si celui-ci ne les a pas utilisés dans leur intégralité sous réserve que l'agent concerné soit toujours en activité.

8 COMMUNICATION AUPRES DES AGENTS

Le titulaire accompagne la Direction des ressources humaines de l'Anah dans le déploiement des titres-restaurants.

Le contenu des outils de communication utilisés est personnalisé en cohérence avec le dispositif mis en place à l'Anah.

L'ensemble des outils de communication est au préalable validé par la Direction des ressources humaines.

Cette communication est essentiellement dématérialisée.

9 LIVRAISON DES TITRES DE PAIEMENT DEMATERIALISES

La carte est envoyée par courrier (LRAR) à l'adresse personnelle de l'agent. Le délai d'émission et de livraison des supports ne peut pas excéder cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception de la commande par le titulaire.

L'envoi des cartes est effectué sous la responsabilité du titulaire.

Le code d'utilisation est envoyé séparément de la carte par courrier ou par tout autre moyen sécurisé.

La carte doit accepter le paiement par contact et sans contact.

10 REMPLACEMENT DES TITRES DE PAIEMENT DEMATERIALISES

En cas de perte ou de vol du support, le bénéficiaire et la Direction des ressources humaines de l'Anah ont la possibilité de faire opposition par téléphone ou via une plateforme d'accès internet, sur la base des éléments renseignés dans l'offre du titulaire de l'offre.

11 PLATEFORME D'ACCES INTERNET

Le titulaire met à disposition des bénéficiaires de l'Anah un espace personnel sécurisé accessible par internet et qui leur permet d'accéder à des informations telles que :

- L'échéance d'utilisation des titres,
- Les dates limites de demande d'échange de titres auprès de la Direction des ressources humaines,
- La liste des restaurateurs et commerçants assimilés acceptant les titres, le solde, etc.

La plateforme doit être en mode SAS et hébergée sur un site en HTTPS. Elle doit être accessible par chaque bénéficiaire depuis un ordinateur fixe ou portable, un smartphone ou une tablette.

Chaque bénéficiaire devra recevoir un mail l'invitant à se connecter et changer son mot de passe.

Chaque bénéficiaire devra pouvoir ensuite modifier les éléments rattachés à ses droits (adresse de messagerie, adresse postale) en prouvant son identité.

Les modalités d'interface avec le logiciel VIRTUALIA seront précisées lors de la réunion de lancement.

12 ASSISTANCE ET CLUB AVANTAGES

Le titulaire met à disposition des bénéficiaires un service client d'information et de communication, permettant aux agents de poser des questions par téléphone ou courrier électronique.

Le titulaire donne également accès à un club d'avantages et de réductions avec ses partenaires.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES

13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION

La prestation s'exécute sur l'ensemble du territoire métropolitain

Les livraisons de cartes titres restaurant sont effectuées en France métropolitaine.

13.2 ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti au motif qu'il ne permet pas l'identification de prestations distinctes (article L.2113-10 et R.2113-3 du code de la commande publique).

13.3 MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

Procédure formalisée passée en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2.1° et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Le présent contrat est conclu :

- pour partie selon la technique d'achat de l'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande,
- à prix forfaitaires et unitaires.

Il s'exécute au fur et à mesure des besoins, par émission de bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Les montants minimum et maximum sur la durée ferme du marché applicables à la part à bons de commande sont les suivants :

- Montant minimum € HT : 0 € HT,
- Montant maximum € HT : 1 750 000 € HT.

Ces montants minimum et maximum sont identiques pour la durée reconduite du contrat, le cas échéant.

13.4 DUREE

Le contrat débute à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois. Il est reconductible une (1) fois, tacitement, par période de 24 mois, sans pouvoir excéder une durée totale de quarante-huit (48) mois.

Le titulaire n'est pas autorisé à refuser la reconduction du marché.

En cas de non reconduction, le titulaire en est informé au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire du contrat.

14 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le contrat est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière : Pièce financière (décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et bordereau des prix unitaires (BPU)) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), et ses annexes n°1 « protection des données personnelles » ;

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;
- le cadre de réponse technique (CRT) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les pièces constitutives du contrat prévalent entre elles, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant. En cas de contestation, seul fait foi l'exemplaire original des pièces particulières conservé dans les archives de l'Anah.

Ces pièces définissent l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Toute clause limitative de responsabilité du titulaire qu'il proposerait d'intégrer dans les documents contractuels est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Outre les stipulations particulières, les parties s'engagent à respecter les obligations et droits prévus par les lois et règlements en vigueur pour chacune d'entre elles, notamment l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire doit avoir une parfaite connaissance de son contrat. Il est réputé connaître les différentes pièces contractuelles particulières et générales listées ci-dessus. Il ne peut donc se prévaloir, dans l'exercice de ses prestations, d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du contrat.

Par ailleurs, dans le cadre de son activité, le titulaire est tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation applicable.

Les éventuels avenants conclus en cours d'exécution du contrat ont valeur contractuelle et constituent des annexes au CCP.

Le CCAG-FCS, bien que non joint aux autres pièces constitutives du contrat, est réputé connu du titulaire.

15 DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Une réunion de lancement est organisée entre la Direction des ressources humaines et le titulaire afin de définir les modalités d'exécution et de collaboration.

Cette réunion est mise en place dans un délai de 15 jours maximum à compter de la notification du contrat.

16 INTERLOCUTEURS

16.1 REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Il est fait application de l'article 3.3 du CCAG-FCS.

16.2 REPRESENTANTS DU TITULAIRE

L'interlocuteur unique, responsable de la mission et chargé de la coordination des prestations est celui désigné par le titulaire au stade de son offre.

Pendant la durée d'exécution du contrat, tout changement de l'interlocuteur dédié désigné par le titulaire doit impérativement être signalé au représentant de la personne publique, en respectant un préavis minimum de quinze (15) jours.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer à la personne publique un intervenant d'un profil équivalent et prend les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas retardée ou compromise. La proposition de remplacement est soumise à l'approbation de la personne publique.

De même, pendant toute la durée d'exécution du contrat, la personne publique se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire, dans un délai maximal de cinq (5) jours.

Le non agrément d'un intervenant du titulaire par la personne publique ne saurait exonérer le titulaire du respect de ses obligations. Le remplacement de personnels ne peut, en aucun cas, justifier d'une augmentation du coût des prestations.

17 CLAUSE SOCIALE

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est fait application des dispositions de l'article L. 2111-1 du code de la commande publique.

La prestation d'insertion professionnelle, confiée au titulaire du présent contrat, est une prestation accessoire à l'objet principal du marché.

Le titulaire s'engage à réaliser des actions d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Les publics visés :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayant droits,
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage),
- les personnes percevant une pension d'invalidité,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C),
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, les personnes en sortie d'une SIAE (Structure d'Insertion par l'Activité Économique) ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^e chance »,
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet,
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire,
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

Cette liste n'est pas exhaustive et peut être actualisée conformément aux directives en vigueur.

Les salariés bénéficiaires seront obligatoirement affectés des postes liés, directement ou indirectement, aux prestations pour lesquels le marché est passé. Le titulaire est tenu de justifier, par tout moyen, du lien entre les bénéficiaires embauchés et l'objet du marché.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée initiale	Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée reconduite
880 h	880 h

Afin d'atteindre cet objectif, le titulaire pourra utiliser une ou plusieurs options définies ci-après :

- **L'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance des publics définis préalablement.

- **La mise à disposition de salariés**

Le titulaire pourra faire appel à un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du contrat. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire.

- **Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ou d'entreprise adaptée**

Le titulaire précisera dans son offre, à défaut au cours de la période préparation du marché :

- L'option choisie,
- Les postes confiés aux personnes éligibles, ou les missions sous-traitées à une entreprise d'insertion ;
- Le cas échéant, les noms et coordonnées des structures d'insertions prestataires ;
- Les modalités d'intégration prévues (formation, tutorat...)

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, pour laquelle le prestataire s'est engagé. À cet effet, il produira tous les renseignements et justificatifs, utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion, notamment : contrat de travail, factures des structures d'insertion, une attestation d'heure dûment complétée et signée.

Chaque trimestre le titulaire fournit à date fixe (fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre.

Ces éléments sont envoyés à l'adresse suivant : drh@anah.gouv.fr.

Le non-respect des obligations d'insertion, le retard et le refus caractérisé de transmission des renseignements entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 27.5 du présent CCP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer la personne publique par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse ci-dessous s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, l'Anah étudiera avec le prestataire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Anah – Direction des Ressources Humaines - 8, avenue de l'Opéra 75001 Paris

18 ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Le titulaire est informé que l'Anah est engagée dans une démarche de respect des mesures visant à favoriser la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelles, la prévention des discriminations et la promotion de la diversité, en application des lois n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

19 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'Anah soucieuse de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit mettre en œuvre des moyens techniques afin de réduire son empreinte carbone pendant la durée d'exécution du marché.

Ainsi, il est attendu du titulaire qu'il :

- Adopte une démarche d'éco-conception pour la fabrication des titres et cartes afin de minimiser les impacts environnementaux tout au long de leur cycle de vie ;
- Privilégie le recours aux formats et solutions dématérialisés pour les documents nécessaires à l'exécution du marché ;
- Si l'impression est nécessaire, il assure la qualité environnementale de celle-ci : papier écoresponsable (papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement...);
- Recourt pour les livraisons prévues au marché, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, et ce, dans un objectif de minimiser son impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- Rationnalise et optimise les livraisons (mutualisation, limitation du nombre de déplacements) quand cela est possible.

Conformément aux dispositions de l'article 16.2.1 du CCAG – Fournitures courantes et de services 2021, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des dispositions environnementales mentionnées au présent article.

20 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

20.1 CONFIDENTIALITE

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants éventuels des obligations de confidentialité.

20.2 OBLIGATION DE RESULTATS

Le titulaire s'engage à :

- mettre en place la prestation en respectant l'ensemble des spécifications du CCP ;
- mettre à disposition des moyens humains et matériels adaptés aux exigences du CCP ;
- désigner, dès le lancement du marché, un référent (et un suppléant en cas d'absence) qui sera le correspondant de la Direction des ressources humaines et qui sera chargé du pilotage.
- garantir d'être en conformité, sur toute la durée du marché, avec la réglementation qui lui est applicable, ainsi que réaliser l'ensemble des diligences administratives nécessaires à la conduite de son activité ;
- proposer un plan de continuité d'activité en cas de circonstances exceptionnelles (circonstances graves ou imprévues, crise sanitaire, mouvements de grève...);
- participer, à la demande de la Direction des ressources humaines de l'Anah et en tant que de besoin, à toute réunion en lien avec l'exécution de la mission.

Le titulaire a une obligation de conseil et d'alerte à l'égard de la Direction des ressources humaines de l'Anah, s'il décèle une situation anormale ou des dysfonctionnements potentiels lors de l'exécution de ses prestations. Il s'engage à signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

20.3 PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et en particulier le *règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, dit « RGPD »)*.

Les devoirs et obligations du titulaire relatif à la protection des données personnelles sont détaillés à l'annexe 1 au présent CCP.

20.4 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE

Conformément aux articles L. 8222-1, L. 8222-2, L. 8254-5 et L. 8222-6 du code du travail, le titulaire s'engage à mettre à jour, tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché, les éléments figurant sur la base <https://e-attestations.com> et à y déposer les pièces nécessaires attestant de sa régularité fiscale, du respect de ses obligations en matière de travail dissimulé et de la couverture de ses activités par les assurances adaptées.

En cas d'inexactitude ou de défaut de mise à jour des renseignements nécessaires, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues à l'article 27 du présent CCP. Le marché peut également être résilié pour faute en application de l'article 29.2 du présent CCP.

21 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L. 2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations à condition d'avoir obtenu **préalablement**, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (DC4) :

- précisant notamment les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la durée et le montant correspondants ;
- remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire ;
- accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :
 - o formulaire DC2 ou équivalent ;
 - o attestation d'assurance civile ;
 - o extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
 - o RIB.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable du respect des dispositions contractuelles par le sous-traitant.

La sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

22 RÉGIME FINANCIER

22.1 FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix forfaitaires et à prix unitaires (partie à bons de commande). :

- Les prestations suivantes sont traitées à prix global et forfaitaires : accès au site internet sécurisé, paramétrage, ouverture des comptes, accompagnement commercial, suivi du dispositif et maintenance (cf. DPGF),
- Les prestations suivantes sont traitées à prix unitaires par unité relative à la durée de vie des titres restaurants : création, personnalisation, chargement, édition et réédition, envois, remplacement, opposition, remboursement... (cf. BPU).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, toutes les sujétions d'exécution normalement prévisibles les marges pour risque et bénéfice du titulaire, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Aucun frais additionnel ne pourra être réclamé par le titulaire.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix ne sont pas actualisables et sont fermes pour toute la durée du marché.

22.2 AVANCE

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5%.

En application de l'article R.2191-7 du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 29 décembre 2022 modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, une avance de 30% du montant TTC du bon de commande peut lui être versée dans les conditions des articles précités.

La demande doit être présentée dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires à compter de la notification du bon de commande.

Le remboursement de cette avance interviendra dans les conditions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique modifiés par le décret 2025-1383 du 29 décembre 2025 qui dispose que le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC de sa part du marché pour les avances inférieures ou égales à 30% du montant TTC du marché.

Le taux de l'avance est fixé à :

PME au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique	Autres entreprises	
	durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois	durée d'exécution supérieure à douze (12) mois
30%	30 %	
	Base: montant forfaitaire ou du bon de commande en € TTC	Base: somme égale à 12 fois le montant du forfait ou bon de commande TTC divisé par sa durée exprimée en mois

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

23 GESTION DES COMMANDES

Les prestations du marché s'exécutent par l'émission de bons de commande datés et signés par le représentant de la Direction des ressources humaines via la plateforme internet. Ils sont émis au fur et à mesure du besoin.

La commande doit pouvoir être émise à tout moment du mois. Chaque commande fait l'objet d'une confirmation de bonne réception dans l'outil de commande dématérialisé. Toute anomalie doit être signalée à la Direction des ressources humaines de l'Anah sans délai.

Les bons de commande émis doivent comprendre les informations suivantes :

- Les références du contrat (numéro et date de notification) ;
- les références du bon de commande (date d'établissement du bon de commande et numéro de la commande) ;
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- les éléments de la mission ;
- le nombre de titres restaurant commandé pour la période considérée ;
- le délai de chargement ou de livraison attendu ;
- la description des prestations à réaliser en précisant les prix forfaitaires ou unitaires concernés mentionnés au bordereau des prix ;
- le montant total du bon de commande comprenant le prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

Seuls les bons de commande signés par le représentant habilité de l'Anah peuvent être honorés par le titulaire.

Les bons de commande notifiés au titulaire sont assortis d'un délai d'exécution qui court à compter de la notification par l'Anah du bon de commande correspondant.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le délai dont dispose le titulaire pour notifier au pouvoir adjudicateur les observations que le bon de commande appelle de sa part est fixé à **cinq (5) jours** ouvrés à compter de sa notification.

Il peut être notifié des bons de commande pendant toute la durée du contrat, jusqu'à son dernier jour de validité. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du contrat. Le pouvoir adjudicateur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du contrat dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

24 CONTROLE DES PRESTATIONS

24.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations et fournitures avec les spécifications du marché.

Les vérifications et admissions seront effectuées conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG – Fournitures et de services 2021.

Le titulaire doit faciliter les opérations de contrôle et donner libre accès aux documents administratifs et fiches de procédure se rapportant à l'exécution du marché.

24.2 DOCUMENTATION POUR VERIFICATION

Le titulaire met à la disposition des représentants de l'Anah et notamment de la Direction des ressources humaines la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations liées à son activité.

24.3 REFACTION

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec refaction de prix proportionnelle à l'importance

des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les délais prescrits par le pouvoir adjudicateur suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

25 MODALITES DE RÈGLEMENT

25.1 SERVICE FAIT

Les sommes dues au titulaire sont réglées après exécution et vérification du service par le représentant de la Direction des ressources humaines de l'Anah.

La pièce constitutive du service fait est principalement le document confirmant la livraison des cartes de titres-restaurant aux domiciles des agents.

Cette pièce est mise à la disposition de la Direction des ressources humaines de l'Anah de manière dématérialisée.

25.2 ACCOMPTESET REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Concernant les acomptes, il est fait application des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-23 du code de la commande publique. Par conséquent, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois, sauf exceptions fixées à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique.

Le marché ouvre droit au règlement partiel définitif sur les prestations exécutées prévues à chaque bon de commande. Plusieurs règlements partiels définitifs peuvent donc intervenir sur un même bon de commande, dès lors que chaque prestation faisant l'objet du règlement est clairement identifiée dans le bon de commande et est complètement réalisée.

25.3 CONTENUET FORME DES FACTURES

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une facture originale.

Chaque demande de paiement doit comporter, sous peine de rejet, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du contrat et sa date de notification ;
- l'intitulé bancaire (code banque, code guichet, code client, clé) ;
- le détail des prestations exécutées ;
- le montant total global hors TVA des prestations ;
- le taux et montant de la TVA et autres taxes ;
- le montant total global toutes taxes comprises des prestations ;
- la signature du titulaire.

Au cas où une des mentions ci-dessus ne figureraient pas sur la facture, l'Anah se réserve le droit de suspendre le délai global de paiement jusqu'à rectification.

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 et à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire du contrat devra transmettre chaque facture de manière dématérialisée via le portail dénommé « Chorus Pro ».

La transmission des demandes de paiement sous forme dématérialisée par le portail « Chorus Pro » peut s'effectuer selon trois modalités (« flux », « portail » ou « service ») afin de prendre en compte les spécificités des émetteurs et récepteurs de factures dématérialisées.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les demandes de paiement devront comporter une référence d'engagement (numéro de commande, numéro d'engagement ou numéro du contrat) avant d'être déposées sur le service par défaut de l'Anah : « Facture publique ».

En cas de difficulté, voir les rubriques « aide » ou « en savoir plus » sur le portail pour connaître les conditions techniques et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures ; pour tout renseignement le titulaire peut s'adresser à : support.technique@chorusfactures.budget.gouv.fr.

25.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions des articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à 30 du code de la commande publique, le paiement des sommes dues en règlement des prestations exécutées au titre du contrat intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception par l'Anah des demandes de paiement émanant du titulaire.

Aucune pénalité de retard ne pourra être réclamée à l'Anah tant que ce délai ne sera pas écoulé. Les pénalités de retard pourront être réclamées à compter du 31^e jour uniquement. Aucune procédure de relance ne sera acceptée avant la fin du délai maximum de paiement fixé à 30 jours.

Dans le délai de paiement sont incluses les phases de réception de la commande et de certification du « service fait » par les services gestionnaires demandeurs, de visa de la dépense et de règlement par le comptable public.

25.5 RETARD ADMINISTRATIF DU PAIEMENT DES FACTURES

Le défaut de paiement dans le délai précédemment indiqué fait courir de plein droit et sans formalité particulière les intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le titulaire renonce à toute suspension des prestations en cas de retard de paiement par le pouvoir adjudicateur.

En cas de défaut de paiement, il est entendu que l'Anah sera obligatoirement redevable :

- des intérêts moratoires ;
- d'une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard, qui s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des intérêts moratoires.

Par application des articles R. 2192-30 à 36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel de la Banque Centrale Européenne en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Ces dispositions s'appliqueront automatiquement en cas de défaut de paiement de la part de l'Anah. La méthode de calcul des intérêts moratoires sera appliquée sur les factures transmises par le titulaire sans intervention de ce dernier.

25.6 MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANTE

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné supra si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

Le titulaire du contrat enregistre, dans sa propre comptabilité, le montant des décomptes ou des factures se rapportant aux prestations sous-traitées, ainsi que les sommes payées directement au sous-traitant. Les prestations sous-traitées doivent apparaître distinctement dans le décompte ou la facture que le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations.

La demande de paiement du sous-traitant tient compte la révision des prix prévue dans le présent document.

26 MODALITES DE REMBOURSEMENT DES TITRES-RESTAURANT ET AUTRES PRESTATIONS

26.1 PRINCIPES GENERAUX RELATIFS AUX MODALITES DE REMBOURSEMENT

Le titulaire du marché, en qualité d'émetteur de titres-restaurant au sens des dispositions des articles L.3262-1 et suivants du Code du travail, assure la fourniture, la gestion et le remboursement des titres-restaurant dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les titres-restaurant constituent des titres spéciaux de paiement préfinancés par l'Anah. À ce titre, le titulaire encaisse, pour le compte de l'Anah, la valeur faciale des titres émis, incluant la participation employeur et la part salariale.

Le titulaire assure la gestion des flux financiers afférents à ces titres, incluant :

- La gestion des titres non utilisés, retournés ou périmés ;
- La restitution des fonds correspondants à l'Anah.

Le titulaire s'engage à rembourser à l'Anah les sommes correspondant :

- Aux titres-restaurant non distribués aux bénéficiaires ;
- Aux titres-restaurant retournés par les bénéficiaires, notamment en cas de départ de l'Anah ;
- Aux titres-restaurant non utilisés à l'issue de leur période de validité ;
- Aux avoirs issus d'opérations de régularisation ou d'ajustement.

Ces remboursements interviennent sur la base de la valeur faciale des titres concernés, déduction faite, le cas échéant, des frais de gestion contractuellement prévus.

Le titulaire garantit que les fonds correspondants aux titres-restaurants sont conservés et gérés conformément à leur nature de titres de paiement affectés, permettant leur restitution à l'Anah dans les conditions définies ci-dessus.

26.2 MODALITES PRATIQUES DE REMBOURSEMENT ET EXIGENCES DE TRAÇABILITE

Afin de permettre à l'Anah d'assurer le suivi financier et comptable des opérations, le titulaire met en œuvre des modalités de remboursement garantissant la traçabilité, la transparence et la justification des opérations.

A ce titre, chaque opération de remboursement donne lieu à la transmission, sous format dématérialisé exploitable (type tableur xls ou csv), d'un état détaillé comprenant à minima les informations suivantes :

- la période de référence concernée ;
- le nombre de titres remboursés, par catégorie (non distribués, retournés, périmés, autres régularisations) ;
- la valeur faciale unitaire et totale des titres concernés ;
- le montant brut remboursé ;
- le détail des éventuels frais ou retenues appliqués ;
- le montant net effectivement reversé à l'acheteur public ;
- les dates d'émission, de validité et, le cas échéant, de retour ou d'annulation des titres ;
- tout identifiant ou référence permettant d'assurer le rapprochement avec les commandes initiales et les bénéficiaires concernés.

Le titulaire fournit également, à la demande de l'Anah, tout état complémentaire permettant :

- le rapprochement entre les titres commandés, distribués et remboursés ;
- l'identification des écarts éventuels ;
- la justification des opérations de régularisation.

Les remboursements sont effectués selon une périodicité trimestrielle et donne lieu à l'émission d'un relevé récapitulatif.

Les versements correspondants sont réalisés par virement sur le compte désigné par l'Anah ou par émission d'un chèque adressé à la Direction des affaires financières et comptables de l'Anah.

Le titulaire met à disposition de l'Anah un outil de suivi en ligne sécurisé permettant :

- la consultation en temps réel des comptes et des flux ;
- l'accès à l'historique des opérations ;
- l'export des données nécessaires au suivi budgétaire et comptable.

Le titulaire s'engage à conserver l'ensemble des données relatives aux opérations pendant une durée minimale conforme aux obligations légales et à les rendre accessibles à la Direction des ressources humaines de l'Anah en cas de contrôle ou d'audit.

Le non-respect des obligations de traçabilité et de transmission des informations donnera lieu à l'application de pénalités.

27 PÉNALITÉS

27.1 GENERALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute sanction contractuelle et notamment celle de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, elles s'appliquent dès le 1^{er} euro.

27.2 PENALITES POUR RETARD

En cas de retard constaté dans les délais afférents à l'exécution du marché :

- Le délai d'émission et de livraison des titres restaurants prévu à l'article 9 du présent CCP n'est pas respecté ;
- Le remplacement des titres restaurants perdus ou volés n'est pas exécuté dans le délai fixé à l'article 9 du présent CCP.

Le titulaire est redevable d'une pénalité qui s'élève à deux cents (200) euros par jour calendaire de retard.

Lorsque l'Anah envisage d'appliquer les pénalités de retard mentionnés au présent article, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Ce courrier adressé par lettre recommandée avec accusé de réception postal précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans les quinze (15) jours à compter de la date de réception du courrier RAR ou lorsque les éléments de réponse transmis par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités sont calculées et appliquées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard ne peuvent excéder mensuellement 10% du bon de commande émis au cours du mois précédant la date d'envoi de la mise en demeure.

Les pénalités peuvent être reconductibles les mois qui suivent.

27.3 PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION

De façon générale, en cas de manquement répété ou d'une particulière gravité aux stipulations du présent marché constaté par la Direction des ressources humaines de l'Anah, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité financière après mise en demeure d'y remédier adressée par lettre recommandée avec accusé réception postal. Cette mise en demeure précise le ou les manquements concernés ainsi que le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, et indique au titulaire qu'il dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du courrier RAR pour présenter ses observations. Elle peut prévoir, en outre, dans ce même délai, l'organisation d'une réunion de cadrage avec le titulaire.

À défaut de réponse du titulaire dans le délai fixé ou lorsque les éléments de réponse ne permettent pas de démontrer que le manquement ne lui est pas imputable, une décision d'application des pénalités est prise par la Direction des ressources humaines.

La pénalité financière appliquée au terme du délai prévu par la mise en demeure est fixée à deux cents (200) euros par jour calendaire jusqu'à remédiation du manquement.

27.4 PENALITES POUR ABSENCE DE CONFORMITE A LA REGLEMENTATION RGPD

Si les conditions de sécurité imposées par la réglementation RGPD ne sont pas respectées, le titulaire est mis en demeure de s'exécuter dans un délai mentionné à l'article 9 de l'annexe 1 du CCP.

27.5 PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE

En cas de non réalisation des heures d'insertions prévues à l'article 17 du présent CCP, il sera appliqué la pénalité suivante :

Nombre d'heures prévu par le marché et non réalisé x 1,5 fois le SMIC horaire brut.

En cas de non présentation des attestations relatives aux dispositifs d'insertion mis en œuvre, il sera appliqué une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard.

27.6 PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire de ses obligations environnementales (article 19 du CCP), il sera appliqué une pénalité de cent (100) euros par constat de non-respect.

27.7 PENALITES POUR NON-RESPECT DES MODALITES DE REMBOURSEMENT

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations de traçabilité et de transmission des informations listées à l'article 26 du CCP, il sera appliqué une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire jusqu'à remédiation du manquement.

28 ASSURANCE

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile et professionnelle obligatoire.

De plus, le titulaire transmettra automatiquement chaque année à la date d'anniversaire du contrat une attestation d'assurance Responsabilité professionnelle valide.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire.

29 RÉSILIATION DU CONTRAT

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

29.1 RESILIATION SANS FAUTE

La résiliation du marché sans faute du titulaire, peut être prononcée par l'acheteur public à tout moment, pour un motif d'intérêt général. Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, la résiliation n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité au titre d'un préjudice.

29.2 RESILIATION POUR FAUTE

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude dans les documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique.

Dans ce cas, la personne publique se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En sus des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS, la résiliation du marché peut être prononcée en cas de non-respect par le titulaire, de ses obligations au titre du présent marché.

Il est expressément entendu que toute résiliation intervenue au titre du présent article aura lieu de plein droit 15 jours après réception d'une mise en demeure de s'exécuter, restée, en tout ou partie, sans effet.

La mise en demeure déclarant l'intention d'appliquer la présente clause pourra être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout acte extrajudiciaire. L'acheteur public se réserve en outre la possibilité de demander des dommages et intérêts.

Par ailleurs, en cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG-FCS.

30 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à des tiers dans les conditions suivantes :

- Conditions relatives au montant de la commande: jusqu'à 10% du montant maximum de l'accord-cadre pour la durée initiale et reconduction comprise ;
- Conditions relatives à l'incapacité du titulaire :
 - o Incapacité à fournir les prestations.
 - o Absence de réponse à un bon de commande dans le délai imparti.

La mise en œuvre de cette clause se fait par simple décision du pouvoir adjudicateur mais ne dispense pas ce dernier de respecter ses engagements envers le titulaire.

31 CESSIION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES-TRANSFERT DE CONTRAT-MODIFICATIONS DU FONCTIONNEMENT

31.1 CESSIION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances résultant du contrat peuvent être cédées ou nanties par le titulaire et ses sous-traitants au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises, sous réserve de l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

À cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original est remise au titulaire au moment de la notification du contrat cautionné éventuellement à la part qu'il exécute par lui-même. Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, et de ses sous-traitants à l'établissement financier de leur choix.

Le titulaire doit informer l'Anah de tout projet de cession ou nantissement de créances dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est cédé ou nanti.

31.2 TRANSFERT DE CONTRAT

Le transfert du contrat dû à la fusion ou à l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer l'Anah de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est transféré.

En cas d'acceptation du transfert du contrat, celle-ci fera l'objet d'un avenant constatant le transfert au nouveau titulaire.

31.3 MODIFICATIONS DU FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Anah les modifications du fonctionnement de sa société survenant au cours de l'exécution du contrat, tels que, notamment, les modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société, à la forme de la société, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à l'adresse de son siège social, à son capital social.

32 DÉROGATIONS

Par dérogation à l'article 1.2 du CGAG-FCS, le présent CCAP ne comporte pas d'article récapitulant les articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé.

<p>Annexe 1 au CCP</p> <p>Protection des données personnelles</p>

Le pouvoir adjudicateur est désigné comme « le responsable de traitement ». Le titulaire du contrat est désigné comme « le sous-traitant ».

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La notion de traitement recouvre la collecte de données, leur stockage, leur analyse ou toutes autres opérations s'y rapportant nécessaires à la réalisation des prestations objet du contrat.

Les données à caractère personnel traitées sont les nom et prénom des agents de l'Anah et personnes invitées extérieures à l'Anah.

Les catégories de personnes concernées sont les agents de l'Anah et personnes invitées extérieures à l'Anah. Le cas échéant, pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : nom et prénom.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires à sa bonne réalisation.

Obligation du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux stipulations du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut
6. Sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à faire appel à l'entité ¹ (ci-après, le « sous-traitant ultérieur ») pour mener les activités de traitement suivantes : ². En cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, le sous-traitant doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable du traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données et à toute autorité publique disposant d'un droit d'accès à ces données.

8. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@anah.gouv.fr.

¹ A compléter

² A compléter

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel avec accusé réception. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données. Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

- Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes : les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ainsi que du délégué à la protection des données du sous-traitant ultérieur le cas échéant.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants ultérieurs et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligation du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées dans les présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

Le non-respect de ces obligations entraînera l'application des sanctions CNIL.